



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie  
Lectures (2002-2010) | Publications de 2007

---

Charlot-Valdieu Catherine et Outrequin Philippe,  
2007, *Développement durable et renouvellement urbain.  
Des outils opérationnels pour améliorer la qualité de vie  
dans nos quartiers*, L'Harmattan, 296 p.

Jérôme Boissonade

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/4402>

DOI : [10.4000/developpementdurable.4402](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.4402)

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Jérôme Boissonade, « Charlot-Valdieu Catherine et Outrequin Philippe, 2007, *Développement durable et renouvellement urbain. Des outils opérationnels pour améliorer la qualité de vie dans nos quartiers*, L'Harmattan, 296 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), mis en ligne le 13 septembre 2007, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/4402> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.4402>

---

Ce document a été généré automatiquement le 14 avril 2022.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

Charlot-Valdieu Catherine et  
Outrequin Philippe, 2007,  
*Développement durable et  
renouvellement urbain. Des outils  
opérationnels pour améliorer la qualité  
de vie dans nos quartiers,*  
L'Harmattan, 296 p.

Jérôme Boissonade

---

- 1 « *La politique de la ville doit être quantifiable et mesurable et ceci nécessite la mise en place d'indicateurs. C'est le principe du Titre 1 de la Loi Borloo.*
- 2 *Et lorsque j'ai expliqué ceci à des fonctionnaires à l'aide des indicateurs ISDIS ou du modèle INDI, tout d'un coup cela devient clair dans l'esprit de tous » (Olivier Brochard, Délégation Interministérielle à la Ville<sup>1</sup>, cité p.165).*
- 3 Partant du constat d'une "situation alarmante" (1<sup>ère</sup> partie), ce livre nous propose une démarche et différents outils pour intégrer le principe de développement durable dans les projets de renouvellement urbain. L'ambition de cette démarche HQ<sup>2</sup>R est d'être à la fois intégrée et transversale. Elle est le produit d'une étude rassemblant plusieurs partenaires étrangers, pilotée par C. Charlot-Valdieu et clôturée en 2004. Financée par l'Union Européenne, elle se veut reproductible dans des contextes occidentaux différenciés.
- 4 L'ouvrage détaille à l'échelle du quartier, les différentes étapes et outils mis en place par cette démarche :
- 5 - Le diagnostic préalable HQDIL (2<sup>ème</sup> partie) constitue le maillon essentiel de la démarche et du travail méthodologique entrepris par les auteurs. La méthode repose ici

sur le système intégré ISDIS définissant 5 objectifs de développement durable<sup>2</sup>, en fonction desquels ont été déterminés 21 cibles, 51 sous-cibles et 61 indicateurs. Pour un quartier, cette grille est appliquée en discernant 4 champs<sup>3</sup> : l'espace résidentiel, non-résidentiel, non-bâti et les infrastructures.

- 6 - L'évaluation du quartier et la conduite du projet de renouvellement urbain mis en œuvre (4<sup>ème</sup> partie) reposent essentiellement sur le modèle INDI. Ce dernier reprend et complète les 61 indicateurs du système ISDIS pour arriver à un total de 73. Le traitement informatisé de ces indicateurs permet de mettre en évidence la performance du quartier pour chacune des 21 cibles et d'adapter le projet de renouvellement urbain afin qu'il comble les carences révélées par le modèle et jugées prioritaires par le maître d'ouvrage.
- 7 Le livre insiste enfin sur l'importance de la participation (3<sup>ème</sup> partie) et des cahiers des charges précis que doivent respecter les différents acteurs pour mener à bien un projet de renouvellement urbain en termes de développement durable (5<sup>ème</sup> partie). En revanche, peu d'éléments sont présentés en ce qui concerne l'évaluation a posteriori des quartiers renouvelés.
- 8 La capacité de cette démarche à être appropriée par les acteurs urbains auxquels ce livre est destiné, se fait, nous allons le voir, en déproblématisant les questions traitées, dans le but semble-t-il, d'aider à la décision sur la base d'un consensus. Cette déproblématisation porte sur (1) la dimension politique du développement durable (croissance, monétarisation...), mais aussi sur d'autres questions plus spécifiques aux notions traitées par l'ouvrage comme celles (2) de quartier, (3) de diagnostic, (4) de participation, ou encore (5) d'expertise.
- 9 **1. Développement durable**
- 10 Reprenant à leur compte la citation de René Dubos : "Penser globalement, agir localement" (p.169), les auteurs s'inscrivent dans une démarche intégrée qui "demande que soient davantage pris en compte les principes de solidarité, d'équité, de précaution et de responsabilité" (p.118). Cette approche, qui repose à la fois sur des valeurs techniques et morales, présente l'avantage d'être facilement utilisable par les différents acteurs urbains parce que "naturellement" légitime. En revanche, elle évacue trop rapidement nous semble-t-il, les contradictions qui pourraient venir gripper la mécanique présentée, que la contradiction soit portée par les tenants de la décroissance soutenable, seulement évoqués au détour d'une phrase (p.27), ou a contrario par "les écoles de pensée très libérales" jugées par nature opposées au développement durable (p.132). Ne pas discuter clairement ces positions, permet aux auteurs, par exemple, de proposer la notion de "coût global partagé". Il s'agit d'exiger sous le sceau du simple bon sens la "vérité des coûts" (p.269), internalisant les effets négatifs des activités. Mais "unir le pouvoir des marchés avec la puissance des valeurs universelles" (Koffi Annan cité p.45) revient alors ici à donner collectivement un prix à ces valeurs, afin de les rendre commensurables et donc négociables. Bref, réduire ces valeurs universelles à des valeurs marchandes. Un 'réalisme' qui va entacher nombre de choix retenus tout au long de l'ouvrage.

## 11 **2. Quartier**

- 12 Est-il aujourd'hui pertinent d'envisager une politique de développement durable à l'échelle du quartier, alors que l'ensemble des acteurs s'accorde à penser que l'échelle de l'agglomération est la plus adaptée pour l'action publique ? Quelle est

l'opérationnalité de cette notion de quartier aujourd'hui, alors que les citoyens sont de plus en plus mobiles, que ce soit pour leurs loisirs ou leur vie professionnelle ?

- 13 L'objectif du livre est de montrer la pertinence de cette échelle intermédiaire, située entre le bâtiment et la ville, pour mobiliser les acteurs à partir d'une approche en termes de développement durable, à l'occasion d'opérations de renouvellement urbain. Les auteurs partent cependant d'une définition essentialiste du quartier<sup>4</sup>, doté "d'une physionomie propre et caractérisé par des traits distinctifs lui conférant une certaine unité et une individualité" (p.19). Le quartier est présenté comme étant "le lieu urbain privilégié où les habitants peuvent partager une même identité et des valeurs communes" (p.59). Il s'agit donc pour les auteurs de "faire prendre conscience à ses habitants que leur quartier a un avenir et un rôle à jouer dans la ville" en favorisant la "vie de quartier" (p.33). La démarche HQ<sup>2</sup>R va d'abord tenter de créer les conditions d'une définition "partagée" du quartier, à travers son aspect géographique et physique, puis dans un second temps, à travers ses dimensions sociale, économique, administrative, participative... L'élaboration commune du quartier doit permettre la création d'un nous, socle sur lequel pourrait se développer une culture grâce à laquelle chacun serait capable au quotidien de relier le global au local. Cette "nouvelle culture à développer, en rupture avec la culture médiatique et du paraître d'aujourd'hui" exige "des efforts de chacun, habitant, citoyen et acteur économique, pour modifier son mode de consommation, son rapport à la nature, son rapport à l'autre" (p.19). Bref, la démarche proposée par les auteurs ne vise rien de moins qu'à initier une "révolution culturelle" (p.42), essentiellement pour les populations concernées par les opérations de renouvellement urbain.
- 14 Henri Lefebvre a décrypté il y a déjà longtemps (1967) "l'idéologie du quartier"<sup>5</sup>. Plus récemment, Philippe Genestier<sup>6</sup> a montré dans quelle mesure cette idéologie du quartier avait été instrumentalisée par la politique de la ville, dont le renouvellement urbain est aujourd'hui l'outil privilégié. Dans les faits, un quartier est une entité relative, dont l'existence ne peut jamais être assurée a priori. Il ne s'agit donc pas simplement d'en tracer les contours de manière collective afin de l'exhumer, mais de vérifier à chaque fois la pertinence de cette échelle pour l'action. En partant d'une vision essentialiste du quartier, les auteurs évacuent les deux points-limite qui questionnent cette notion : d'un côté le concept de relocalisation, concrétisé par le courant du new urbanism qui vise à ramener la vie en un point ; et de l'autre le concept de réseau, qui au contraire prend à bras-le-corps les phénomènes de déterritorialisation des rapports sociaux.
- 15 **3. Diagnostic**
- 16 Le modèle qui nous est proposé tente de restituer la complexité de la vie urbaine, non pas par la prise en compte des trajectoires des citoyens, combinant des mondes différenciés (résidence, loisirs, travail...), mais par la mise en système d'un quartier cohérent, considéré comme un "écosystème" (p.53) au sein duquel "tout agit sur tout" (p.28). L'ensemble des outils construits par les deux auteurs vise à rendre lisible cette complexité :
- 17 - d'une part en stabilisant la réalité par une mise en ordre à l'aide de classes, phases, hiérarchies, grilles, répertoires, cahiers des charges, check-list... Alain Desrosières<sup>7</sup> ou Patrick Simon<sup>8</sup> ont montré en quoi la classification est une activité de connaissance qui répond à des fins pratiques. Loin d'être naturelle ou spontanée, elle représente donc

une opération qui construit fortement le cadre de compréhension et d'interprétation de l'expérience sociale.

18 - d'autre part en stabilisant les modes d'action par l'adoption d'un principe causal (indicateurs?cibles?action) s'appuyant justement sur cette reconfiguration du réel, dans laquelle ce sont les objectifs définis en termes de développement durable qui déterminent les indicateurs à retenir, les cibles visées et les actions préconisées.

19 "La transparence des 'benchmarks' retenues<sup>9</sup> et le dialogue avec les différents acteurs concernés" (p.186) doit réaliser un consensus moral sur l'essentiel, quitte à faire l'impasse sur les dynamiques et les tensions existant entre les différents éléments, acteurs ou activités. Un mouvement pourtant crucial pour faire agir les uns et les autres...

#### 20 **4. Participation**

21 Alors que les auteurs reconnaissent que le développement durable implique une co-production des projets urbains (p.93), ils insistent tout au long de l'ouvrage sur la nécessaire maîtrise de l'objectif final (et du résultat concret dans une grande mesure) par l'élu. "Si l'identification des problèmes ou la demande d'actions et de solutions peut provenir des acteurs de terrain ou des habitants eux-mêmes, la décision ne peut être prise qu'au niveau politique" (p.79). "Le maire (ou le maître d'ouvrage) [définit] ce qui est ou n'est pas négociable (...) ainsi que les droits et les devoirs de chacun" (p.273).

22 Le citoyen est consulté comme "habitant-ressource" (p.126), mais "demander aux habitants ou usagers quels sont leurs 'besoins' rend difficile tout travail préliminaire sur les objectifs et les problèmes" (p.136). D'abord parce que ces besoins ne rentrent pas nécessairement dans le système défini dans l'ouvrage en termes de développement durable et censé cadrer l'ensemble du processus ; mais surtout parce que prendre en compte l'expression des citoyens en termes de besoins reviendrait selon les auteurs, à faire "la somme des intérêts particuliers" alors que "les élus sont garants de l'intérêt général" (p.257). Dany Trom a montré que cette opposition entre intérêt général et intérêts particuliers est loin d'être aussi évidente, mais surtout qu'elle stérilise toute possibilité de profiter des dynamiques mobilisatrices engendrées par des phénomènes de type NIMBY, afin de stimuler les processus démocratiques de co-production des projets territoriaux<sup>10</sup>.

23 En lieu et place de ces processus aux résultats incertains, l'ouvrage propose d'agir par "un très long détour d'explication, de persuasion et finalement, peut-être, de coercition" lorsque "les priorités de certains acteurs sont [trop] éloignées de préoccupations environnementales ou du long terme" (p.94). Les instruments détaillés à maintes reprises dans l'ouvrage sont d'abord des outils de "dialogue entre les professionnels concernés" (p.171). La multiplicité même des éléments pris en compte par cette méthode et leur mise en système, son côté 'usine à gaz', la condamne à être descendante (top-down) vis-à-vis des populations concernées par les procédures de renouvellement urbain, et rend même l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.) en développement durable incontournable (p.279), d'où les renvois incessants des auteurs vers le site Internet de leur bureau de conseil en développement durable.

#### 24 **5. Expertise**

25 Cette place inexistante jusqu'alors, d'A.M.O. en développement durable, que vise à conquérir les auteurs au sein des projets de renouvellement urbain à travers leur livre, pose plus largement la question du rapport entre recherche et expertise. Les auteurs se

revendiquent d'une "minorité nomique [qui] dépassant son refus de la norme, affirme et recherche des solutions alternatives" (p.42). La citation de Schopenhauer mise en exergue à l'ouvrage, résume bien leur position : « Les nouvelles idées vivent trois stades, elles sont d'abord moquées, ensuite combattues, et enfin considérées comme évidentes » (p.9).

- 26 1. Les auteurs présentent leur démarche pour sauver "nos quartiers" comme avant-gardiste. Toute critique de leur méthode serait donc considérée comme conservatrice, naïve ou réactionnaire.
- 27 2. Elle s'inscrit dans un combat contre : "la rigidité et le cloisonnement des services et notamment des collectivités locales" (p.253), "les démarches de redistribution sociale qui ne gèrent que le court terme" (p.59), ou encore "le règne de l'architecte créateur et porteur seul ou avec une équipe qui porte son nom des projets urbains d'envergure" (p. 275).
- 28 3. Elle semble enfin avoir pour elle l'évidence du modèle. Un modèle qui repose sur l'efficacité technique (statistiques, traitement informatisé...) mise au service de la morale.
- 29 Michel Callon et Arie Rip ont montré que "la fonction de l'expertise est de fixer tout à la fois ce qui est scientifiquement et techniquement 'plausible', ce qui est socialement 'viable' et ce qui est juridiquement admissible"<sup>11</sup>. Or, d'une part, le modèle présenté n'avance aucune piste concernant des problèmes cruciaux comme les questions foncières ou celles liées au marché de l'emploi, et d'autre part, il ne tient pas compte des avancées de la recherche en sciences sociales ; celles que nous avons indiquées, mais aussi entre autres, celles liées à l'économie des conventions animée par François Aymard-Duvernay, à la sociologie pragmatique portée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot, ou encore à la géographie urbaine renouvelée par Jacques Levy... Bref, alors que le rôle de traducteur dévolu à l'expert, est censé garantir le passage entre recherche et action publique, on a l'impression d'avoir entre les mains un 'produit éditorial' dont les références scientifiques sont ténues<sup>12</sup>.
- 30 Se voulant à la fois générative et participative (p.133), la démarche présentée dans ce livre est surtout prescriptive. Afin d'aider à la décision, elle prescrit ce qui devrait être plutôt que de partir de ce qui est, du réel et de ses contradictions potentiellement transformatrices. Cette logique prescriptive se traduit sur le fond par la mise en avant des chartes d'objectifs, et sur la forme par l'utilisation constante de l'infinitif (par ex. pp.227 et suivantes). L'ouvrage, qui "s'adresse aux décideurs" (4<sup>ème</sup> de couverture), se veut 'prêt à l'emploi'. Il est pourtant le plus souvent confus. Les auteurs tentant vainement de remédier à cette confusion par de nombreux rappels qui brouillent encore davantage la progression de l'ouvrage, le 'copier-coller' entraînant souvent un sentiment de 'déjà-lu', ou même parfois la redondance pure et simple de schémas (pp. 94 et 159), de paragraphes voire de pages entières (pp.252-253 et 260-261).
- 31 Permettre aux acteurs publics d'affronter les questions de développement durable lors des opérations de renouvellement urbain nécessite un véritable travail de traduction qui donne à interroger les fausses évidences comme celles de quartier et de diagnostic, ou les partages comme ceux établis entre participation et décision, développement et durabilité ou encore entre recherche et action.

---

## NOTES

1. Intervention réalisée lors de la Conférence européenne de Cannes et Intégration du développement durable dans les projets d'aménagement et de renouvellement urbain.
2. (1) Préserver et valoriser l'héritage et conserver les ressources ; (2) Améliorer la qualité de l'environnement local ; (3) Améliorer la diversité ; (4) Améliorer l'intégration ; (5) Renforcer le lien social
3. Sur les 20 qui concernent la ville dans son ensemble.
4. Reprise du dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement.
5. « Quartier et vie de quartier », in Cahiers de l'IAURP (anciens cahiers de l'IAURIF).
6. « Les sortilèges du quartier : quand le lieu est censé faire lien », in Annales de la Recherche Urbaine, N°82, 1999
7. Desrosières A. (2005), « Décrire l'Etat ou explorer la société, les deux sources de la statistique publique », Paris, Genèse, mars 2005, n° 58.
8. Simon P. (2000), « Classements scientifiques et identités ethniques », in La Xénophobie en banlieue : effets et expressions, F. Haegel, H. Rey et Y. Sintomer (dir.), Paris, L'Harmattan.
9. Valeurs de référence compte tenu des objectifs fixés.
10. Trom D. (1999) « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante », in Revue française de science politique, Fondation nationale des sciences politiques.
11. Callon M., Rip A. (1991), « Forums hybrides et négociations des normes socio-techniques dans le domaine de l'environnement », Environnement, Science et Politique, Cahiers du GERMES, n°13.
12. La bibliographie et les notes de bas de page ne mentionnent quasiment que des ouvrages autoproduits des auteurs ou des rapports institutionnels.

---

## AUTEUR

### JÉRÔME BOISSONADE

Jérôme Boissonade est Maître de conférences en sociologie à l'Université du Littoral - Côte d'Opale (ULCO), chercheur à l'Institut des Mers du Nord et chercheur associé à l'IPRAUS.